



DECLARATION DE LA FEDERATION DU P.C.F.

Par Jean Prat

Responsable aux entreprises et aux services publics

À l'occasion de la réunion publique à la C.C.I. du 21 septembre 2006

La Fédération du P.C.F. de la Corrèze, se félicite qu'ait lieu la reprise du débat sur la ligne à grande vitesse (L.G.V.) pour notre Région.

S'agissant du projet qui nous concerne aujourd'hui, nous notons que ce débat a lieu sans que celui-ci soit inscrit au schéma L.G.V. à l'horizon 2025, ce qui augure d'une perspective lointaine de réalisation et postérieure à cette échéance. A noter également et c'est le CIADT qui l'affirme, une étude ne préjuge en rien d'une réalisation.

Toutefois et malgré ces considérations, depuis longtemps, en cohérence avec les organisations syndicales professionnelles et interprofessionnelles, mais également d'associations les plus diverses, le P.C.F. s'est inscrit dans cette demande moderne et nécessaire pour notre Région d'une ligne et desserte à grande vitesse.

Les raisons de ces motivations et c'est d'autant plus vrai aujourd'hui de par le retard important pris, sont de répondre aux énormes besoins et enjeux pour notre Région en liaison avec le réseau Régional, National et Européen.

Une ligne à grande vitesse s'avère plus que nécessaire car elle pose l'utilité urgente sans doute des besoins de se déplacer le plus rapidement possible mais également d'être en cohésion pour renforcer et développer le territoire aux niveaux économiques, industriels, de l'emploi et certainement du tourisme.

De ce point de vue il nous paraît évident que la ligne actuelle TOULOUSE, MONTAUBAN, CAHORS, BRIVE, LIMOGES, LA SOUTERRAINE, CHATEAUROUX, ORLEANS et PARIS reste l'axe naturel d'aménagement d'une desserte à grande vitesse qui offre des garanties indissociables pour les territoires concernés. D'autre part il répond à ces possibilités de s'ouvrir au Sud vers l'Espagne, la Région PACA etc... et au Nord par l'intermédiaire de l'interconnection des lignes à grande vitesse, vers Roissy et le réseau Nord et Est Européen.

De plus une telle configuration par sa meilleure cohérence permet de ne pas oublier des Départements. Notamment le Lot, l'Aveyron, et le Cantal mais aussi la Creuse et le Berry et ne peut que renforcer le développement de notre réseau T.E.R. et être en complémentarité avec tous les autres modes de transport.

Ceci développé démontre que nous ne pouvons attendre quinze ou vingt ans comme le schéma directeur publié récemment nous l'indique, cela ne nécessite-t-il pas de s'en inquiéter.

Dans ce cadre, il convient de le noter : les trains Corail « TEOZ » n'ont pas révélé en

dépit de certaines annonces officielles les améliorations escomptées, bien au contraire !

Aussi nous pensons et cela dans les meilleurs délais, que nous devons revenir à ce qu'avait prévu dans un premier temps le Ministre des Transports Bernard PONS et ensuite Jean Claude Gayssot qui avait contractualisé avec les trois Régions (Centre, Limousin et Midi-Pyrénées) un protocole les liant avec l'Etat pour la réalisation du projet de T.G.V. Pendulaire sur la ligne Paris, Orléans, Limoges, Toulouse dit le POLT.

Répondre à ce dossier permettrait d'honorer les engagements financiers décidés pour une mise en circulation dans des délais pas très lointains, de ce matériel, pour un gain de temps qui était déjà appréciable (25 minutes Limoges, 35 minutes Brive).

Il convient de savoir que d'ores et déjà, les travaux étaient bien engagés à la fois sur l'infrastructure, la suppression des passages à niveau mais également sur les essais de matériel. Par ailleurs il s'agissait de placer ce projet dans une perspective évolutive et nécessaire pour un gain de temps encore plus appréciable. Notamment en portant la réflexion pour anticiper sur l'avenir d'un train commun à grande vitesse pour l'Auvergne et le Limousin entre Paris et Vierzon (projet en débat au début des années 90 qu'il n'est pas aujourd'hui désuet de reprendre).

Pour mémoire, nous rappelons, comme l'affirmait en 1990 la C.G.T. Cheminots, que si de telles propositions avaient été prises en compte, LIMOGES serait déjà à 2 heures de PARIS et BRIVE à 3 heures et la CREUSE également desservie.

En conclusion si tel est le souci de tous ici, sans compétition politicienne, ni esprit de clocher, ni électoraliste car il y va d'un intérêt général et pour un véritable aménagement du territoire harmonieux et équilibré, il nous paraît judicieux en toute sérénité et vérité de débattre de tous les projets. Sans éluder qu'en matière de financement, l'Etat doit prendre toutes ses responsabilités.

Pour le P.C.F., le débat doit unir et rendre service à tous les LIMOUSINS et non les diviser comme c'est le cas avec la proposition par POITIERS.